Introduction

Les élections européennes de juin 2024 ont rendu leur verdict et la répartition des sièges entre les partis n'est pas fondamentalement modifiée par rapport à ce qu'elle était dans la précédente mandature. Trouver une majorité au Parlement européen va continuer d'être difficile, mais l'expérience acquise au cours des cinq dernières années permet de rester un brin optimiste. Durant ces années, en effet, l'Union européenne (UE) a su apporter des réponses rapides aux enjeux environnementaux, économiques et géopolitiques. Pour autant, on assiste à un décrochage européen. Cette nouvelle édition de *L'Économie européenne* explore les grands défis auxquels l'UE est confrontée et les initiatives en cours, avec leurs points positifs et négatifs.

L'UE a toujours été à l'avant-garde de la lutte contre le changement climatique, et les élections de 2024 n'ont fait que renforcer cet engagement. La nouvelle législature met l'accent sur le Pacte vert européen, visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. L'un des principaux défis reste la transition énergétique. Réduire la dépendance aux énergies fossiles nécessite des investissements massifs dans les énergies renouvelables et les infrastructures de stockage. Dans le même temps, la hausse des coûts de l'énergie et l'inflation associée posent des problèmes socioéconomiques majeurs, en particulier pour le secteur agricole dont la contribution au Pacte vert est allée en s'étiolant au fur et à mesure que la crise inflationniste et géopolitique s'intensifiait.

Les disparités économiques entre les États membres restent un défi significatif alors même que l'UE continue de promouvoir la cohésion économique à travers des mécanismes comme les Fonds structurels et d'investissement européens. Le plan de relance *Next Generation EU*, doté de 750 milliards d'euros, vise à soutenir les

économies en difficulté, à renforcer la résilience et à accélérer la transition écologique et numérique.

Sur le plan social, l'UE est confrontée à des défis complexes. Les questions d'inégalités de revenus sont au cœur des préoccupations après la crise inflationniste. Les questions démographiques le sont tout autant : la baisse de la fécondité fait craindre un ralentissement de la croissance économique future et fragilise le financement des systèmes de retraite par répartition.

L'une des grandes interrogations post-élections est de savoir si l'UE parviendra à renforcer son intégration. Les défis mentionnés nécessitent des réponses coordonnées et une solidarité accrue entre les États membres. Le renforcement de l'intégration économique pourrait se manifester par une politique de réindustrialisation, une harmonisation accrue des politiques fiscales et sociales, ou des politiques économiques communes en faveur de la production de biens publics européens. Cela nécessite une réflexion sur la répartition des efforts entre secteur public et secteur privé. Par exemple, qui financera la transition : l'UE, au travers d'un budget européen étendu, ou le secteur privé, *via* une union des marchés de capitaux ?

L'édition 2025 de *L'Économie européenne* dresse donc un bilan des cinq dernières années et se projette sur les raisons du décrochage européen et sur la conjoncture attendue dans les prochains trimestres. L'ouvrage se concentre sur les politiques structurelles de l'UE : le Pacte vert européen et ses réalisations, la transformation inachevée du secteur agricole, la réindustrialisation et les tensions intra-européennes qu'elle engendre. Face à ces grands enjeux, la question budgétaire n'est pas anodine, et il convient d'évaluer les capacités européennes à financer les investissements publics et discuter de la valeur ajoutée attendue de la réalisation d'une union des marchés de capitaux. Le livre s'interroge enfin sur deux dimensions structurelles essentielles : l'évolution des inégalités de revenus au sein de l'Union européenne et la démographie par le prisme de la fécondité. L'avenir de l'UE dépendra de sa capacité à naviguer parmi ces différents enjeux, à innover dans le cadre du marché unique et à renforcer ses institutions pour atteindre une croissance durable et inclusive.

*Jérôme Creel**

* Jérôme Creel a assuré la conception et la coordination de l'ouvrage.